

En Direct

avec les
**Conseillers Départementaux
Communistes et Républicains
Front de Gauche de Seine-Maritime**

25 février 2018

Version de synthèse

Les élus du groupe au Département :

- **Stéphane BARRE**, Conseiller départemental du canton de Saint-Etienne-du-Rouvray, Maire de Oissel, Président du groupe
- **Séverine BOTTE**, Conseillère départementale du canton de Saint-Etienne-du-Rouvray
- **Alban BRUNEAU**, Conseiller départemental du canton du Havre III, Maire de Gonfreville l'Orcher
- **Sophie HERVÉ**, Conseillère départementale du canton du Havre III

Entre la dénonciation des logiques de rationnement des services publics, entraînant des pénuries dans les réponses à apporter aux besoins des seinomarins, et des pistes concrètes pour y remédier, les élus du groupe communiste du Front de Gauche ont mis l'humain au cœur des débats du Conseil départemental du 22 février dernier.

Sur le logement social, la prise en charge de la dépendance et le soutien aux EHPAD, sur les causes et les conséquences des événements climatiques, sur le financement de la ligne transmanche Dieppe-Newhaven ou encore sur les politiques départementales en direction de la jeunesse, Stéphane Barré, Alban Bruneau, Sophie Hervé et Séverine Botte ont, à tour de rôle, placé les élus de majorité de Droite face aux contradictions relevées entre leurs actes d'un côté et leurs intentions de l'autre.

Ils ont également avancé nombre de propositions alternatives dans ces différents domaines, tout en relayant dans l'hémicycle l'appel d'urgence distribué par les personnels de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Une séance marquée par ailleurs par une réforme des subventions des Missions Locales, dénoncée par les élus du groupe, et par l'adoption du financement du projet routier de contournement Est de Rouen malgré leur vive opposition et leurs démonstrations contre « *un ouvrage pharaonique, dispendieux, incohérent à 21 millions d'euros du kilomètre* ».

Il fut également beaucoup question au cours des débats, du Président de la Région Normandie et de ses drôles de choix et déclarations à propos des Missions Locales, du Centre Régional d'Information Jeunesse ou du transmanche.

Débats de politique départementale

Pour le premier débat de la session, le groupe communiste du Front de Gauche a choisi d'insister sur les réponses urgentes à apporter aux besoins de prise en charge de nos aînés

Stéphane Barré, après avoir rappelé que « *notre pays compte 1,3 million de personnes âgées dépendantes mais ne consacre que 1% de la richesse nationale au financement public de la dépendance* », a dénoncé le fait que « *80 % des résidents des EHPAD doivent faire appel à leurs proches pour régler le reste à charge de 1.600 Euros en moyenne...* », estimant que « *nous ne sommes pas à la hauteur des besoins et des enjeux, surtout pour un pays figurant parmi les principales puissances économiques mondiales* ». Un bilan édifiant dont il a avancé l'explication : « *Voici de nouveau le résultat d'une logique libérale appliquée au sommet de l'Etat, depuis plus de 10 ans, et qui considère la dépendance, comme la santé publique du reste, comme un marché, et les EHPAD, comme les hôpitaux, comme des entreprises à part entière* ».

Retrouvez toutes les interventions et résumés des interventions
des élus communistes et républicains du Front de Gauche au Département sur leur blog :
« departement.elus76.com »

Revenant sur les conséquences de la loi AVS sur l'adaptation de la société au vieillissement avec des **« EHPAD publics qui voient leurs difficultés s'accroître alors que le secteur marchand voit son attractivité se renforcer et les bénéfiques qu'il en tire augmenter »**, sur **« le gel par l'Agence Régionale de Santé des créations de lits en EHPAD malgré les besoins »**, ou encore sur **« une pratique méconnue qui consiste à racheter des lits pour les transposer ailleurs »**, Stéphane Barré a appelé **« le Département, chef de file des solidarités »**, à **« ne plus se contenter d'agir en gestionnaire mais à se faire entendre et peser. Il arrive un moment où les chiffres comme les mots ne suffisent plus. Seuls les actes s'imposent »**.

Pour le deuxième débat, le groupe des droites a souhaité revenir sur les inondations récentes

Pour le groupe communiste du Front de Gauche, Alban Bruneau a axé son intervention sur les causes de **« ces événements météorologiques qui peuvent détruire l'aboutissement de toute une vie et parfois même des vies. La cause nous la connaissons, c'est nous, c'est l'impact de l'homme sur l'environnement »**. A partir de quoi il a affirmé que **« ce sont nos choix d'aujourd'hui qui façonnent notre environnement de demain. Nous avons le devoir de préserver l'avenir »**. Sauf que des nouveaux projets **« d'un autre âge comme le contournement Est de Rouen viennent en rajouter. Un chantier massif qui affectera nos terres et la capacité d'absorptions des sols »**.

Après avoir rappelé que **« ces événements météorologiques démontrent combien le service public demeure indispensable à nos vies quotidiennes »**, il a sollicité chacun pour rester cohérent entre les hommages affichés aux agents publics et les décisions prises à leur encontre : Ces services doivent **« être dotés des moyens nécessaires pour fonctionner par tous les temps et organisés dans une logique de proximité, donc de réactivité. Leur capacité à répondre présent en toute circonstance doivent toujours faire la différence. Une logique de service public contradictoire avec les politiques d'austérité »**.

Pour le troisième débat, le groupe des indépendants a posé la question du financement de la ligne transmanche Dieppe/Newhaven.

Pour le groupe communiste du Front de Gauche, Sophie Hervé a affirmé que **« lorsque la puissance publique se mêle du marché des transports cela nous va très bien. Nous sommes convaincus que les transports répondent à une logique d'intérêt général et qu'à ce titre, nos déplacements ne sauraient être subordonnés aux seules exigences de rentabilité imposées par les grands groupes privés qui en veulent toujours plus »**. Elle a rappelé que cette ligne **« a été sauvée de cette logique et d'ailleurs c'est la raison pour laquelle elle existe toujours. Nous avons milité pour que le Département puisse assurer son existence à une période où les compagnies maritimes avaient fait une croix sur cette liaison pour en favoriser d'autres »**.

Relevant ce que le transmanche apporte à la région dieppoise et au Département, Sophie Hervé a estimé que **« cette ligne est viable et elle a un bel avenir. Pourtant elle a failli disparaître de la carte sans l'implication des collectivités »**. Mais, elle a aussi **« dénoncé la position de la Région se refusant obstinément à rejoindre les financements. Et pourtant la Région partage la compétence touristique et détient la compétence économique. Elle devrait être en première ligne plutôt qu'aux abonnés absents »**.

Le dernier débat, porté par le groupe socialiste, ciblait les décisions prises au détriment de la jeunesse

En réponse à la charge lancée, Nathalie Lecordier et André Gautier, pour la majorité, ont repris les différentes affirmations avancées pour mettre en évidence tout ce qui est fait pour la jeunesse dans ce département. Un angélisme contrarié par Séverine Botte, pour le groupe communiste du Front de Gauche : **« Nous ne pensons pas que vous ne pensez pas à la jeunesse. Nous pensons que vous y pensez, comme d'ailleurs aux autres tranches d'âge de la population, avec sur le nez les lunettes déformantes de la recherche d'économie et, dans les oreilles, la petite musique lancinante du sur-désendettement »**. **« Dans un contexte où l'urgence sociale est plus que jamais d'actualité et où l'Etat brille par ses désengagements, vous vous êtes liés les mains à vouloir sur-désendetter la collectivité, privilégiant une approche financière. Et donc comme nos ressources régressent, les politiques publiques sont mises à contribution pour réaliser cet objectif comptable »**.

Alban Bruneau est revenu ensuite sur la situation des personnels de l'Aide Sociale à l'Enfance pour réclamer **« des moyens à la hauteur des besoins »**. Puis le débat s'est porté sur la prise en charge insatisfaisante des mineurs non accompagnés (MNA), occasion pour Alban Bruneau de proposer au Président Martin **« d'aller trouver la Préfète avec lui afin que l'Etat prenne également ses responsabilités »**.

Question orale sur le financement du Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ)

En réponse à une question orale, le Président Martin n'a pas voulu commenter la décision de la Région de dénoncer son partenariat avec le CRIJ mais a confirmé, pour le Département, que **« le CRIJ comme toutes les autres associations dans le champ de la jeunesse bénéficient de notre soutien et de longue date »**.

Réforme du financement des Missions Locales

La vice-présidente Nathalie Lecordier a présenté une réforme du financement départemental des Missions Locales, conditionnant désormais une partie de leur subvention actuelle à la réalisation d'objectifs chiffrés situés au-delà des seuils demandés par l'Etat en matière de conclusions de nombre de Garanties Jeunes.

Une lecture critique faite par Alban Bruneau pour le groupe communiste du Front de Gauche, qui a soutenu la pertinence de mettre en place « *une mesure incitative en direction des missions locales pour les encourager à aller au-delà des objectifs assignés par l'Etat, mais grâce à une enveloppe budgétaire supplémentaire pour financer ce bonus* ». Sauf que « *le dispositif proposé ne répond pas à cette logique partenariale, le bonus consiste pour la Mission Locale à obtenir le maintien du niveau de son financement actuel. En revanche, si l'objectif n'est pas atteint, on lui applique un malus* ». Conclusion : « **Ce n'est pas du bonus malus, c'est du malus tout court. Le mécanisme sur lequel repose cette délibération cache son nom puisqu'il instaure tout simplement des pénalités** ».

Une logique refusée par son groupe : « *Il n'est nul besoin d'infantiliser ou de responsabiliser les Missions Locales sur ce qui constitue déjà leur travail et leur préoccupation quotidienne. Oui pour un bonus, mais un vrai et non pour un malus généralisé. Nous ne vous suivrons pas sur ce terrain* ». Beaucoup de questions sur cette délibération, et peu de réponses de la part de la majorité qui s'est retrouvée toute seule au moment de la voter.

Rapport d'activités du bailleur Habitat 76

Ce rapport d'activité a été l'occasion pour Sophie Hervé de poser une série de questions : « *Nous souhaiterions disposer d'éléments concernant la politique du personnel conduit par ce bailleur départemental, convaincus que la présence humaine au plus proche des locataires demeure un atout à préserver. Les modes de communication ont évolué et c'est normal, mais ne voudrions pas que cela conduise à la raréfaction de la présence humaine de proximité* ». Et puisque « *ce rapport concerne la période pré-macronienne* », elle a voulu également « *connaître les impacts des mesures gouvernementales récentes sur la santé d'Habitat 76* ». Avant de conclure en soulignant l'importance du logement social : « **Nous tenons à rappeler notre attachement au logement social, bien public, bien commun, outil du progrès social et amortisseur de la crise** ».

Dans sa réponse, André Gautier, pour la majorité, a confirmé que « *les mesures nationales et notamment la loi de finances 2018 ont des effets sur les bailleurs. Il en résulte pour Habitat 76 une perte annuelle de 6,5 millions en 2018 et 2019 et 10 millions en 2020. En conséquence, pour maintenir les objectifs de son plan d'investissements, décision a été prise de vendre 130 logements individuels par an sur les 4.400 actuels* ».

Plan de financement du projet routier de contournement Est de Rouen

Le Vice-Président Alain Bazille a présenté le financement départemental accordé à ce « *beau projet* », proposant à ses opposants « *d'accompagner sa réalisation* » en considérant que « *tout est prêt aujourd'hui après plus de 30 ans pour qu'il trouve son aboutissement* ». Un concert de béatitudes s'en est suivi depuis les rangs des droites et du groupe socialiste, Bertrand Bellanger invitant « *les territoires impactés à se tourner vers l'avenir pour bénéficier pleinement des apports de cette nouvelle infrastructure* ».

Mais c'est une toute autre musique que le groupe communiste du Front de Gauche a fait entendre par la voix posée mais ferme de Séverine Botte : « **Vous l'avez dit, ce projet est vieux de près de 40 ans... et bien justement il serait temps de le réactualiser, la Cop 21 notamment est passée par là...** ». Préalablement, elle avait détaillé ses aberrations : « *41,5 km de bitume chiffrés à 886 millions d'euros HT soit au final un ouvrage à 21 millions d'euros du kilomètre... alors que le coût moyen d'un kilomètre d'autoroute en France se situe aux alentours de 14 millions, tout ceci est pharaonique, dispendieux, incohérent...* ».

Mais l'essentiel de son analyse portait sur la santé : « **Vous faites la part belle au tout routier, on continue de rajouter de la pollution à la pollution. On élude le sujet en refusant de répondre aux citoyens qui se sont exprimés lors de l'enquête publique en manifestant leur opposition, notamment pour des questions de santé et d'environnement. Or, ce n'est plus un mythe : la pollution tue !** ».

Le groupe communiste du Front de Gauche a tenu à préciser qu'il est favorable à « **un projet de contournement routier à condition que toutes les populations de l'agglomération rouennaise circulent mieux et respirent mieux, et que certaines ne soient pas sacrifiées au profit d'autres** ». Avant de motiver son vote sous forme d'une mise en garde : « *dans 10 ou 15 ans ne vous trouvez pas en difficulté face aux nouvelles générations pour justifier l'injustifiable en ayant pour seul argument : nous ne savions pas ! Votez contre cette délibération. La santé n'a pas de prix et ne doit pas être une variable d'ajustement !* ».

L'ensemble des autres groupes a voté cette délibération. Le groupe communiste du Front de Gauche ayant obtenu au préalable que le financement du barreau de raccordement de Quincampoix, soit dissocié de cette délibération, il a voté favorablement la réalisation de cette infrastructure « *utile aux seinomarins* ».

Politique de soutien aux Clos-Masures

Le barème de ressources en vigueur pour bénéficier de ce dispositif de soutien à la rénovation des Clos-Masures l'ayant rendu inopérant, la majorité a d'abord proposé de le supprimer, ce qui n'a pas été du goût du groupe communiste du Front de Gauche qui s'en est expliqué par l'intermédiaire de Séverine Botte : « **Certes, que les critères de ressources en vigueur ne soient pas adaptés c'est une chose. Tant mieux d'ailleurs pour les propriétaires concernés. Sauf que rien ne nous empêche de déterminer d'autres critères spécifiques dans ce domaine précis pour rendre notre intervention plus équitable** ».

Un message finalement partiellement entendu par la majorité qui a proposé un compromis : « *pas de plafond de ressource mais un barème différencié avec une base de 25 % de financement des travaux pour tous, sans condition de ressources, pouvant aller jusqu'à 30 % sur des critères de ressources* ». Une évaluation du dispositif a par ailleurs été décidée et l'ensemble des élus a accepté d'étudier dans ce cadre « *la possibilité d'intégrer un nouveau critère basé sur le patrimoine immobilier du propriétaire bénéficiaire afin de faire une différence entre un propriétaire occupant et un propriétaire aux multiples biens qui n'habite pas sur place* », proposition soumise par Séverine Botte. La délibération a ainsi été adoptée à l'unanimité.

Mise en œuvre du dispositif relatif au télétravail pour raison de santé

Une initiative accueillie avec pragmatisme mais vigilance par les élus communistes du Front de Gauche comme l'a expliqué Sophie Hervé : « **Même si nous considérons que l'épanouissement professionnel dans le domaine administratif est difficilement compatible avec l'isolement ou le cloisonnement, nous n'adoptons pas vis-à-vis du télétravail de position figée. Nous savons combien l'absence d'activité, la rupture avec le lien professionnel peut comporter de conséquences préjudiciables** ». Mais comme « **nous savons également qu'il serait tentant de généraliser le système pour réaliser des économies ou pour accroître la pression de la rentabilité** », Sophie Hervé a estimé que « *tout est donc une question d'équilibre et de cadre, de garde-fou pour nous prémunir des dérives potentielles en la matière* ». Et d'en énumérer les conditions. Estimant avoir « *trouvé ce cadre là dans cette délibération, d'autant plus qu'elle est proposée à titre expérimental* », le groupe a voté favorablement tout en appelant à rester « *extrêmement vigilant sur le bilan de cette expérimentation et toute tentation éventuelle de la généraliser* ».

Coopération entre le Département et le Gouvernorat d'El-Kef

Le projet de convention 2018-2021 entre la collectivité et le Gouvernorat d'El-Kef en Tunisie, au titre de la coopération internationale, a été adopté à l'unanimité.

Décision modificative budgétaire

La première décision modificative du budget départemental 2018 n'apportant aucun changement par rapport aux critiques émises par le groupe communiste du Front de Gauche lors de son adoption en décembre, pas plus que de signes donnés en direction des propositions qu'il avait alors formulé pour que soient augmentés les budgets de l'action sociale et notamment des services en charge de la protection de l'enfance (alors même que cette délibération enregistre des recettes supplémentaires), le groupe a voté contre.

Prochaine Séance : le jeudi 21 juin 2018

Retrouvez l'ensemble des interventions des élus communistes et Républicains :
sur le site de l'ADEC 76
www.elus76.com
sur le blog des conseillers départementaux communistes et républicains / front de gauche
<http://departement.elus76.com>

Ou
Demandez-les au groupe communiste du Conseil départemental

Pour recevoir ce « En Direct » par courriel :

Inscrivez vous auprès de : sebastien.giard@seinemaritime.fr

Pour ne plus le recevoir, désinscrivez vous auprès de :
sebastien.giard@seinemaritime.fr

Pour contacter le Groupe Communiste et républicain, Front de Gauche :

☎ 02.35.62.99.80